

PRÉFET DE L'AVEYRON

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Arrêté n°

du

28 MAI 2015

**objet** : Prescription du Plan de Prévention du Risque d'Inondation du bassin du « Céor-Giffou » sur le territoire des communes de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve.

---

LE PREFET DE L'AVEYRON  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9,
- VU le décret n° 2005- 3 du 4 janvier 2005 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- Considérant la situation des communes de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve dont le territoire est, pour partie, exposé aux risques d'inondation,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

-ARRETE-

**Article 1** - L'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles est prescrit sur le territoire des communes de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve. Ces communes font partie du sous bassin hydrographique dénommé «Céor-Giffou ».

Le PPRI prend en compte le risque d'inondation par débordement du Céor et du Giffou et de leurs principaux affluents notamment les ruisseaux de L'Hunargues, Le Gandou, La Durenque et Le Cône.

**Article 2** - Le périmètre du plan de prévention des risques est délimité sur l'extrait de plan annexé au présent arrêté.

**Article 3** - Les risques naturels pris en compte par le plan de prévention des risques sont liés à l'aléa inondation.

**Article 4** - Le PPRI sera approuvé dans un délai de 3 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté de prescription.

**Article 5** - Le Service de l'Etat chargé de l'élaboration du plan de prévention des risques est la Direction Départementale des Territoires (DDT).

**Article 6** - Les modalités d'association des personnes et organismes associés, prévues en application de l'article R562-2 du code de l'environnement, sont les suivantes.

Sont associés à l'élaboration du PPRI du Céor-Giffou :

- les communes de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve,
- le conseil départemental de l'Aveyron,
- la chambre d'agriculture de l'Aveyron,
- le centre régional de la propriété forestière,
- les EPCI concernés,
- le syndicat mixte du bassin versant du Viaur (SMBVV).

Des réunions de travail sont organisées, à l'initiative de la Direction Départementale des Territoires, avec les communes à chaque étape de l'élaboration du PPRI. Dans ce cadre, sont présentés : la méthode d'élaboration du PPRI, les résultats des études d'aléas, le projet de carte d'enjeux, le projet de zonage réglementaire et le projet de règlement du PPRI.

A l'issue de chaque réunion de travail, un compte-rendu sera rédigé par la DDT.

Les communes de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve devront formuler, par écrit, leurs avis sur les documents présentés en séance (carte des aléas, carte des enjeux, carte de zonage réglementaire et règlement) et leurs observations sur les comptes-rendus.

Les documents d'élaboration du projet de Plan de Prévention du Risque d'Inondation seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes concernées .

Le projet de Plan de Prévention du Risque d'Inondation sera soumis à enquête publique, définie par les articles R11-4 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les observations du public seront recueillies, durant l'enquête publique, sur un registre prévu à cet effet dans les mairies des communes de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve.

Les observations pourront également être adressées pendant la durée de l'enquête, par correspondance, au commissaire enquêteur, qui sera désigné par le tribunal administratif de Toulouse.

Au cours de cette enquête, sont entendus, après avis de leur conseil municipal, les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer.

Un bilan de la concertation sera remis au commissaire-enquêteur qui pourra l'annexer au registre d'enquête.

Des réunions publiques peuvent être organisées à l'initiative des collectivités.

**Article 7** - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention en est également faite dans au moins deux journaux locaux. Il est affiché pendant un mois en mairies de Cassagnes-Begonhes, Arvieu, Salmiech, Lédergues, Saint Jean Delnous, Meljac, Rullac Saint Cirq, Réquista, Durenque et La Selve et tenu à la disposition du public en préfecture et à la direction départementale des territoires.

Fait à Rodez, le

28 MAI 2015



Jean-Luc COMBE